



Économie Sociale et Solidaire au Maghreb réalités et perspectives

Premiers éléments du rapport IPEMED

Amal Chevreau



L'ESS au Maghreb : quelles réalités pour quel avenir?

1. Rôle de l'ESS au Maghreb et en Méditerranée : A quels besoins fondamentaux répond-elle ?

2. Panorama des chiffres et des tendances de l'ESS

- Au Maghreb
- En Méditerranée

3. Freins et leviers du développement de l'ESS en Méditerranée : quels défis pour l'avenir ?



1. Le rôle de l'ESS au Maghreb

Contexte économique, démographique et social Algérie-Maroc-Tunisie

	Maroc	Algérie	Tunisie
Démographie	32, 3 millions d'habitants 15-29 ans : 30 %	37, 9 millions d'habitants 15 –29 ans : 30 %	10, 7 millions d'habitants 15 -29 ans : 27.9 %
Taux de croissance	3,2 %	2,5 %	2,4 %
Taux de chômage	Total : 9,4 % Femmes : 10,2 Jeunes : 17,9 % (HCP)	Total : 10 % Femmes : 17 % Jeunes : 21,5 % (ONS)	Total : 17,2 % Femmes : 19% Diplômés : 26,5 % (INS)
Structure de l'économie et secteur de l'ESS	Economie libérale ; développement du secteur de l'ESS avec les plans d'ajustement structurel à la fin des années 1980.	Economie d'orientation socialiste jusque dans les années 1990 et transition vers l'économie de marché.	Economie libérale orientée vers le secteur tertiaire qui a vu le secteur de l'ESS croître dans les années 1980-1990.

Source : Banque mondiale et instituts nationaux de statistique (année 2012)



1. Le rôle de l'ESS au Maghreb

L'ESS au Maghreb permet de répondre à des besoins fondamentaux du fait de :

- L'absence des filets sociaux de l'Etat providence
- Du manque de moyens pour s'associer collectivement et créer de la valeur ajoutée
- Des initiatives disparates et fragmentées sans projection à long terme
- Des disparités sociales et territoriales élevées
- Un nombre croissant de personnes (jeunes, femmes, personnes âgées) marginalisées par rapport aux secteurs public et privé



ESS au Maghreb: éléments de diagnostic

Caractéristiques communes aux 3 pays du Maghreb

- Existence de formes de solidarité traditionnelle (religieuse ou communautaire) : biens *habous*, les *wakf* et la *zakat* ; dans le cadre familial ou tribal, la *touiza*
- Secteur de l'ESS dans sa forme moderne intervient dans les secteurs où les États se sont désengagés suite aux ajustements structurels (Maroc+Tunisie) ou à la libéralisation de l'économie (Algérie)
- Secteur de l'ESS encore marqué par l'approche statutaire qui repose sur la reconnaissance des acteurs par leur statut : fondations, mutuelles, associations et coopératives et non par la finalité de l'action (entrepreneuriat social)  **Difficultés de la définition des composantes de l'ESS**
- Énorme potentiel pour le développement de l'entrepreneuriat social
- Absence de structures financières propres au secteur

ESS au Maghreb : dispositifs législatifs & institutionnels

	Maroc	Algérie	Tunisie	Maghreb
Cadre réglementaire	- La loi n°112 -12 relative aux coopératives donne une définition claire du statut, une simplification de la procédure de création et institue un registre national et des registres locaux d'immatriculation des coopératives	-La Loi n° 12-06 du 12 Janvier 2012 relative aux associations est critiquée par certaines organisations (Amnesty International) pour les droits de regard accordés au ministère des finances. - la loi n°90-33 du 25 décembre 1990 relative aux mutuelles sociales	-Restructuration juridique des organisations professionnelles agricoles depuis 2005 - Pour les associations , un nouveau décret-loi en septembre 2011 abroge l'ancienne loi datant de novembre 1959	➤ absence d'un cadre juridique tenant compte des mutations socio-économiques des pays et définissant le champ de l'ESS comme un secteur à part entière
Cadre institutionnel	-Initiative National Développement Humain (INDH), l'Office de développement de la coopération (ODECO) -l'Agence de développement social (2001) -Ministères sectoriels	Depuis 1996, l'Algérie tente d'atténuer les effets de la transition vers une économie de marché: -L'Agence de développement sociale (ADS, 1996) et le ministère de la Solidarité Nationale - les mesures publiques d'insertion professionnelle	-Banque Tunisienne de Solidarité (active en 1998), Fonds National de l'Emploi (2009) - Ministères des finances, des affaires sociales et du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale	➤ multiplicité des intervenants dans la création, le suivi et le contrôle des organisations de l'ESS ➤ manque de coordination entre les différents intervenants
Réseau de l'ESS	- Réseau Marocain de l'ESS (REMESS)	- Comité algérien de l'économie sociale et solidaire (CA-ESS)	L'Union Nationale des Mutuelles (UNAM), le Réseau Tunisien de l'Economie Sociale (RTES), PLATESS (plate-forme de l'ESS), le RADES (Réseau des Associations de Développement)	➤ création en mars 2013 du réseau Maghreb-ESS (REMESS, CA-ESS et UNAM)



Le rôle de l'ESS en Méditerranée

Economie

entreprendre autrement

- Entre le public et le privé : **Des initiatives économiques à finalité sociale**
- **Une économie de proximité** créatrice d'emplois, de développement local et de cohésion sociale

Sociale

Réponse à des besoins non satisfaits

- Des **filets sociaux** à destination des personnes marginalisées (entreprises d'insertion, services à la personne, micro-crédits, etc.)
- L'amélioration **des services à la population** : fourniture d'emplois, d'accès aux services et aux biens

Solidaire

Mobilisation des acteurs

- Une **représentation directe** : une personne = une voix
- Une **mutualisation des moyens et des risques** vers l'intérêt général
- Des **modes d'organisation** variés et un **champ d'activité** vaste



2. Panorama des chiffres et des tendances : l'ESS au Maghreb et en Méditerranée

- Présentation pour les trois pays du Maghreb
- Illustrations et exemples dans les pays méditerranéens
- Table ronde : la contribution socio-économique de l'ESS aujourd'hui ?

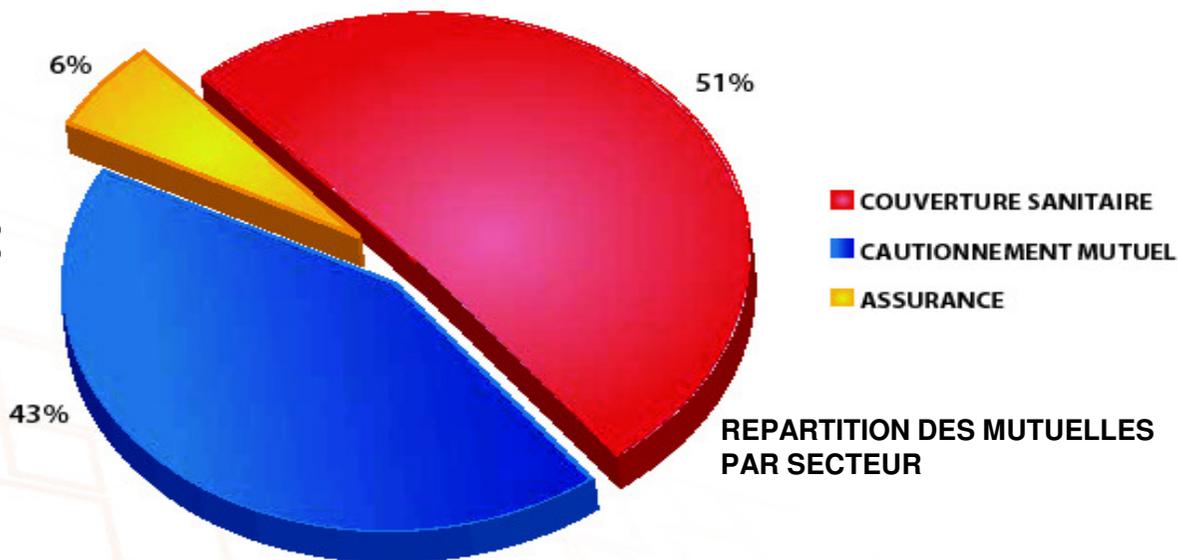


ESS au Maghreb : Maroc

➤ **Les trois composantes de l'ESS au Maroc** (Source : ODCO)

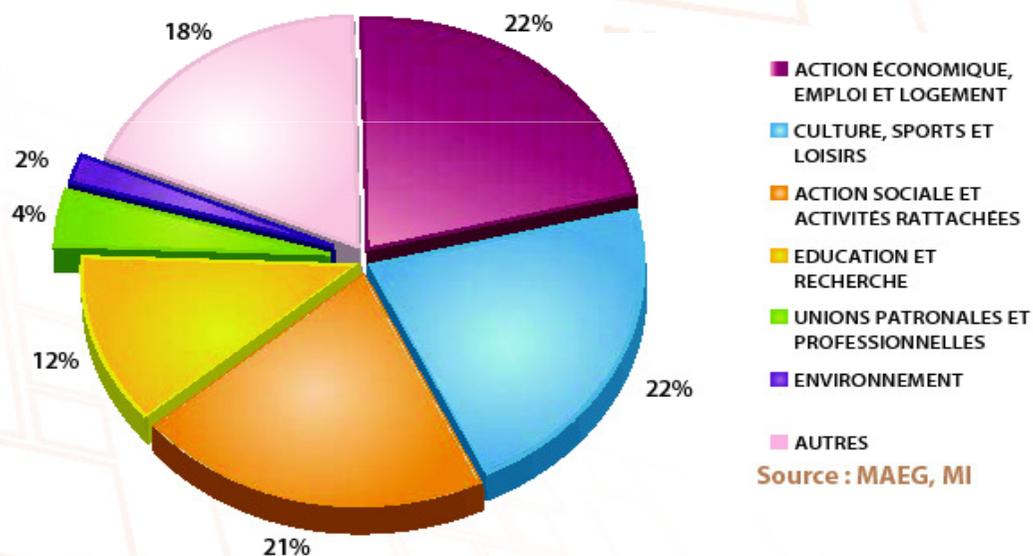
- Un secteur de près de 50 000 associations aux activités diversifiées :
 - Développement local (22 %),
 - Développement social (21 %),
 - Développement culturel et récréatif (22 %)
- Plus de 7000 coopératives, de petites tailles à 80 %, qui encadrent 3 % de la population active et 1,2 % de la population totale : forte présence dans les secteurs de l'agriculture (64 %), l'habitat (15 %) et l'artisanat (12 %)
 - Chiffre d'affaires de plus de 12 milliards de dirhams ; contribue à hauteur de 1 % de l'emploi salarié
- Mutuelles : une cinquantaine de mutuelles dominées par le secteur public et peu présent dans les régions aux besoins élevés
 - couverture sanitaire (51 %)
 - cautionnement mutuel (43 %)
 - assurance (6 %)

Répartitions des organisations de l'ESS par secteur au Maroc : Une diversité du champ d'activité



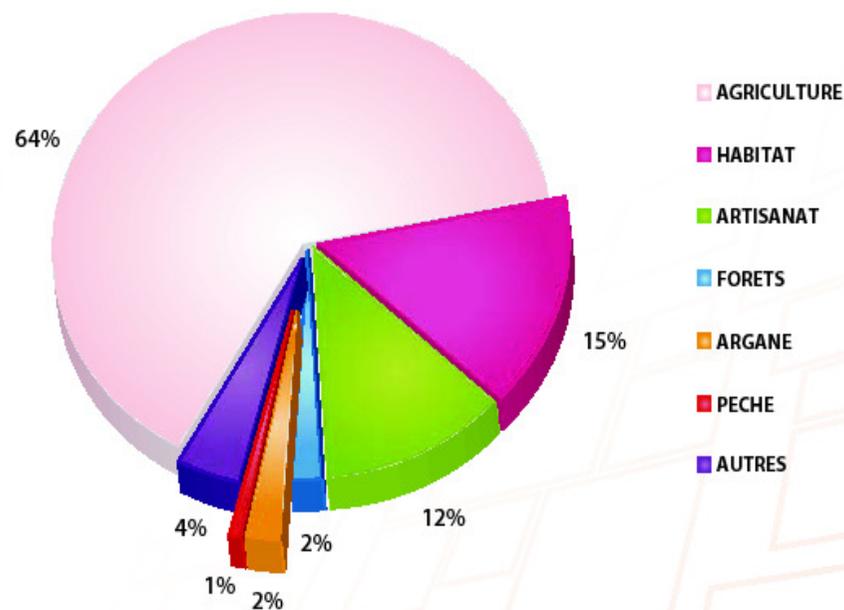
Source : MEFP

REPARTITION DES ASSOCIATIONS PAR DOMAINE D'ACTIVITE



Source : MAEG, MI

REPARTITION DES COOPERATIVES PAR SECTEUR



Source : ODCO



ESS au Maghreb : Maroc

- **Le réseau Marocain de l'Économie Sociale et Solidaire (REMESS)**
 - Coordination au niveau national des organisations de l'ESS marocaines
 - Rôle de représentant du secteur auprès des autorités publiques

- **La société civile et les initiatives d'entrepreneuriat social**
 - Les entreprises d'insertion par l'activité économique
 - Soutiens et moyens pour le développement de micro-entreprises, de collectivités agricoles, de tourisme solidaire, d'artisanat, etc.



ESS au Maghreb : Maroc

Forte présence des pouvoirs publics et des initiatives de soutien

- 2005, mise en place **de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain** avec comme objectif : favoriser le développement de l'ESS à travers les AGR et la lutte contre la pauvreté

- Le Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance a une mission « ESS » rattachée à **l'Office du Développement et de la Coopération (ODCO)**

- Essor des **institutions de soutien** à l'ESS et de **l'offre de formation** :
 - Banques marocaines : finance solidaire, banques coopératives et micro-crédits
 - Institutions de microcrédits autour de la Fédération Nationale des Associations de Microcrédit au Maroc (Al Amana Microfinance, FONDEP Micro-Crédit, Fondation ARDI, Fondation Al Karama MC, Fondation Banque Populaire pour le Micro Crédit, etc.)
 - Fondations royales (Mohammed V, VI et Hassan II pour la solidarité et les œuvres sociales)
 - 5 masters proposent une formation dans le secteur de l'ESS



ESS au Maghreb : Algérie

Articulation entre des formes de solidarité traditionnelle et la fin de la solidarité institutionnalisée (1962-1988)

- **1027 associations nationales, dont 326 qui rentrent potentiellement dans la catégorie de l'ESS :**
 - Types d'activité : solidarité, secours, bienfaisance, mutualité, jeunesse, personnes en situation de handicap et inadaptées, femmes, enfance et adolescence, etc.
 - La plupart de ces associations disposent de postes d'emplois permanents
- **92 627 associations locales, dont 6205 (6,7 %) qui rentrent potentiellement dans la catégorie de l'ESS**

(Source : Ministère de l'intérieur et des collectivités locales)



ESS au Maghreb : Algérie

- **32 mutuelles nationales (23 reconnues officiellement comme actives)** qui regroupent plus d'un million d'adhérents et couvrent près de sept millions de bénéficiaires.

2010, mise en place du Comité National des Mutuelles.

Le nombre d'adhérent(e)s des mutuelles a néanmoins diminué depuis les années 1990 et elles emploient un effectif salarié de 4000 travailleurs.

(Source : Ministère du travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale)

- **Des coopératives agricoles et d'accès au logement** qui souffrent d'un manque de transparence dans la gouvernance et d'un rapport à l'Etat mal défini.
- **Entre 15 et 20 fondations** (nationale et internationale) dont le champ d'intervention est diversifié : lutte contre la pauvreté, projets de solidarité et à caractère social et caritatif

Conscient du potentiel du secteur, l'Etat tente d'impulser et de soutenir les dynamiques d'entrepreneuriat social, collectif et individuel via l'Agence de développement social et d'autres acteurs publics qui soutiennent l'essor de micro-entreprises



ESS au Maghreb : Algérie

Omniprésence des pouvoirs publics et définition difficile du champ de l'ESS et de sa contribution socio-économique (production en volume et emplois)

➤ Une politique active de l'Etat :

- Distribution de subventions, mesures publiques d'insertion professionnelle
- Initiatives de proximité : microcrédits et micro-activités *via* l'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit (ANGEM) créée en 2004 et le Fonds de garantie des microcrédits, qui fournissent des prêts non rémunérés
- Le Ministère des affaires religieuses et des *wakfs* : *Fonds de la Zakat et le Fonds de la Zakat el Fitr*
- Intégration des concepts de l'ESS dans le discours officiel : « initiative », « solidarité », « lutte contre la pauvreté », « société civile »
- Pas de statistiques nationales qui couvrent le champ de l'ESS

➤ Une faiblesse des dynamiques de l'ESS issues de la société civile

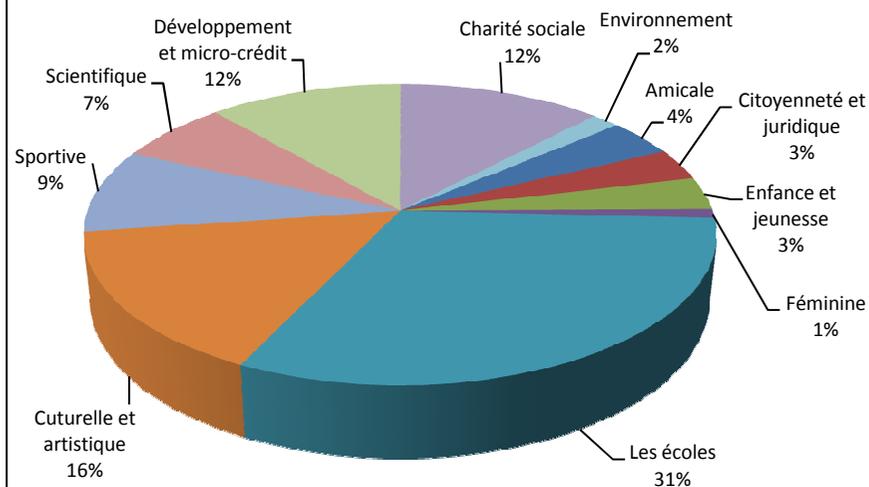
- Circonscription des activités de l'ESS par les politiques publiques
- Difficulté des initiatives d'entrepreneuriat collectif et individuel
- Fragmentation des structures de l'ESS et manque de visibilité de leurs activités

ESS au Maghreb: Tunisie

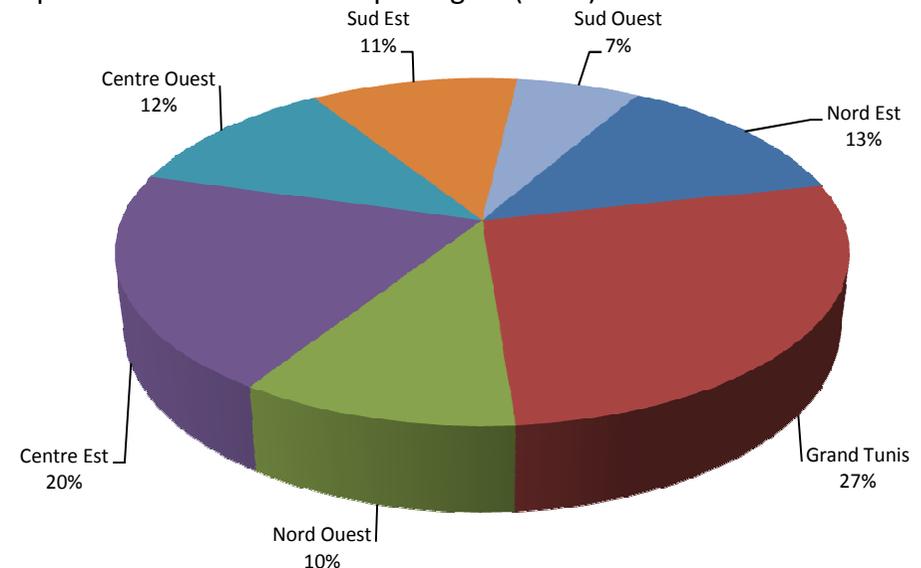
- Augmentation du nombre d'associations: 9 561 en 2010, 14 729 en 2012
- Faiblesse du tissu associatif dans les régions les plus marginalisées
- Diversité du champ d'intervention des associations
 - éducation: (31 %),
 - art et culture: (16 %),
 - développement, micro-crédit : 12%
 - charité sociale : 12 %

Source :
www.ifeda.org.tn

Répartition des associations par champ d'intervention (2012)



Répartition des associations par région (2012)



A satellite-style map of the Maghreb region, showing the Mediterranean Sea, the Red Sea, and parts of North Africa and the Middle East. The title 'ESS au Maghreb: Tunisie' is overlaid in white text on a dark blue background.

ESS au Maghreb: Tunisie

- Mutuelles : 48, couvrant 805 619 bénéficiaires (2007)
- Organismes professionnels agricoles: 7 coopératives et 177 sociétés mutuelles de services agricoles et plus de 2000 groupements de développement agricole et de la pêche
- Autres organisations : coopératives non-agricoles et 3 fondations recensées (Atlas, El Kef et la Fondation tunisienne pour le développement communautaire)
- Un **décalage générationnel** entre les formes traditionnels de solidarité et d'entraide ancrés dans le réseau mutualise et les jeunes qui souhaitent s'orienter vers plus d'entrepreneuriat social.
- Une **coordination qui se structure** : l'Union Nationale des Mutuelles (UNAM) et le Réseau Tunisien de l'Economie sociale (RTES)



ESS au Maghreb: Tunisie

Une contribution socio-économique difficile à évaluer

- La valeur ajoutée du poste « services fournis par des organisations associatives » est estimée à **64,3 millions de dinars tunisiens** (30,8 millions d'euros) **en 2010** alors qu'elle n'était que de 53,9 millions de dinars en 2006.
(Source : Institut National de Statistique – 2011)
- Rareté des statistiques et des données en matière d'ESS : le secteur n'étant pas délimité juridiquement, les coopératives agricoles et les mutuelles sont classées respectivement dans les postes « agriculture » et « services financiers ».
- Le nombre d'emplois rémunérés moyen au sein des associations est de 2,5 emplois, ce qui souligne la faible contribution du secteur dans ce domaine.
- Faiblesse des liens entre les 3 pôles de l'ESS : réseau mutualiste, organisations de la société civile et entreprises sociales.



Développement de l'ESS au Maghreb: principales contraintes

- **Absence d'un cadre juridique adapté** aux réalités et aux besoins socio-économiques des pays et d'une loi spécifique au secteur de l'ESS qui permettrait :
 - ✓ L'identification de l'ESS comme un secteur stratégique
 - ✓ La dotation du secteur en ressources propres
 - ✓ La structuration du secteur et la pérennisation de ses activités
- **Manque de coordination**, tant au niveau public qu'entre les organisations de l'ESS
- **Faiblesse** tant quantitative que qualitative en matière de **compétences managériales (cycle de vie du projet)**
- Absence de leviers permettant de passer de la logique de l'urgence à **l'émergence d'entreprises de l'ESS**



Perspectives de l'ESS au Maghreb: recommandations pour plus de convergence

- ✓ 1- Adopter des lois cadres en s'inspirant notamment des pays du pourtour méditerranéen (Espagne depuis 2011) pour une meilleure visibilité du secteur et une reconnaissance à part entière par les autorités publiques
- ✓ 2- Favoriser l'échanges d'expériences à travers le réseau Maghreb-ESS pour répondre à des problèmes similaires (chômage des jeunes et des femmes, précarisation, entrepreneuriat, difficulté d'accès au crédit)
- ✓ 3- Participer aux initiatives visant à mettre en place des mécanismes de financement Nord-Sud Coop-Med
- ✓ 4- Mettre en place dans le cadre maghrébin et en partenariat avec les partenaires méditerranéens une plateforme virtuelle et un réseau d'expertises destiné aux entrepreneurs sociaux



L'ESS dans l'Union européenne

- ✓ La **résolution du Parlement européen** du 19 février 2009 « estime que l'Union européenne et les États membres devraient tenir compte de l'économie sociale et de ses acteurs – coopératives, mutuelles, associations et fondations – dans leur législation et dans leurs politiques [...] »
- ✓ **Stratégie Europe 2020** : une croissance intelligente, durable et l'importance d'impulser l'innovation sociale
- ✓ Une promotion de **statuts européens d'économie sociale** (comme la société coopérative européenne, 2003)
- ✓ Des programmes structurels de l'UE encourageant **les rassemblements fédératifs et les partenariats transnationaux** entre les acteurs régionaux de l'ESS



L'ESS en Europe du Sud

- En France et en Espagne, **des organes de coordination institutionnelle** (CEGES, CEPES) de l'ESS au niveau national : représentation et participation à l'élaboration de politiques publiques.
- Poids dans l'économie : entre **9 et 11 % de la population active** en France et en Italie, encore plus en Espagne.
- **Un cadre juridique** qui couvre le secteur en Italie, en Espagne et en France.
- **Une politique de promotion, formation et recherche** : des centres spécialisés de recherche et de formation articulés en réseaux se sont créés dans les trois pays (notamment en France et en Espagne autour du CIREC)
- **Des politiques financière et budgétaire** : banques coopératives, simplification et structuration d'un réseau de finances solidaires, programmes et fonds de soutien au secteur
- **Un traitement fiscal spécifique** des associations, des coopératives, des mutuelles et des fondations par rapport aux sociétés privées ordinaires.



IPEMED

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

www.ipemed.coop